

Informations de base

2011/0170(NLE)

NLE - Procédures non législatives
Directive

Procédure caduque ou retirée

Protection de la santé publique: substances radioactives dans les eaux destinées à la consommation humaine


Subject

3.60.04 Energie, industrie et sécurité nucléaire
3.70.04 Gestion des eaux, pollution de l'eau, des cours d'eau
3.70.08 Pollution radioactive
4.20 Santé publique
4.60.04.04 Sûreté alimentaire

Acteurs principaux


Conseil de l'Union européenne	Formation du Conseil	Réunions	Date
	Affaires générales	3268	2013-10-22
Commission européenne	DG de la Commission	Commissaire	
	Energie	OETTINGER Günther	

Evénements clés

Date	Evénement	Référence	Résumé
27/06/2011	Publication de la proposition législative	COM(2011)0385 	Résumé
13/09/2011	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
22/10/2013	Adoption de l'acte par le Conseil suite à la consultation du Parlement		

Informations techniques

Référence de la procédure	2011/0170(NLE)
Type de procédure	NLE - Procédures non législatives
Sous-type de procédure	Consultation du Parlement
Instrument législatif	Directive
Base juridique	Traité Euratom A 032 Traité Euratom A 031
État de la procédure	Procédure caduque ou retirée
Dossier de la commission	ENVI/8/00076

Portail de documentation				
Commission Européenne				
Type de document	Référence	Date	Résumé	
Document de base législatif	COM(2011)0385 	27/06/2011	Résumé	
Parlements nationaux				
Type de document	Parlement /Chambre	Référence	Date	Résumé
Contribution	PT_PARLIAMENT	COM(2011)0385	20/04/2012	
Autres Institutions et organes				
Institution/organe	Type de document	Référence	Date	Résumé
EESC	Comité économique et social: avis, rapport	CES1605/2011	27/10/2011	

Informations complémentaires		
Source	Document	Date
Parlements nationaux	IPEX	
Commission européenne	EUR-Lex	

Protection de la santé publique: substances radioactives dans les eaux destinées à la consommation humaine

2011/0170(NLE) - 27/06/2011 - Document de base législatif

OBJECTIF: fixer des exigences de contrôle des niveaux de radioactivité dans les eaux destinées à la consommation humaine.

ACTE PROPOSÉ : Directive du Conseil.

CONTEXTE : l'eau constitue l'un des domaines les plus réglementés de la législation communautaire en matière d'environnement. La politique européenne de l'eau a commencé dans les années 1970 par l'adoption de programmes politiques et de dispositions législatives contraignantes. Depuis lors, les connaissances scientifiques et technologiques ont progressé et l'approche de la législation communautaire a évolué avec, pour conséquence, une profonde restructuration de la politique et de la législation communautaires dans ce domaine.

Ce processus de réforme a abouti en 1998 à l'adoption et à l'entrée en vigueur de la [directive 98/83/CE du Conseil](#) relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, toujours actuellement en vigueur. Cette directive devait être transposée en droit national pour fin 2000 et devait être respectée fin 2003, à quelques exceptions près pour des paramètres critiques tels que le plomb et les sous-produits de désinfection.

En ce qui concerne spécifiquement la question de la **radioactivité de l'eau**, le droit communautaire a fixé des exigences techniques relatives à la protection de la santé de la population à l'issue d'un processus de consultation associant plusieurs experts. Des paramètres indicateurs ont été fixés par la directive 98/83/CE du Conseil, dans son annexe I, partie C, concernant les substances radioactives, ainsi que dans les dispositions associées de son annexe II relatives au contrôle.

Toutefois, ces paramètres entrent dans le champ des normes de base définies à l'article 30 du traité Euratom. En conséquence, il est justifié d'intégrer les exigences relatives au contrôle des niveaux de radioactivité dans une législation spécifique sur la base du traité Euratom, afin de maintenir l'uniformité, la cohérence et l'exhaustivité de la législation de radioprotection à l'échelon

ANALYSE D'IMPACT : aucune analyse d'impact n'a été réalisée.

BASE JURIDIQUE : articles 31 et 32 du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique.

CONTENU : la proposition de directive définit des exigences harmonisées pour la protection de la santé de la population en ce qui concerne les substances radioactives dans les eaux destinées à la consommation humaine. Elle fixe en particulier :

- des valeurs paramétriques,
- des fréquences,
- des méthodes pour le contrôle des substances radioactives.

Champ d'application : la proposition de directive s'applique aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles et des eaux qui constituent des médicaments traitées dans une autre directive.

Obligations générales : les États membres devront prendre les mesures nécessaires pour établir un programme de contrôle approprié afin de veiller à ce que les eaux destinées à la consommation humaine respectent les valeurs paramétriques prévues à l'annexe I de la proposition. Ils devront en outre procéder à des contrôles des eaux concernées conformément à l'annexe II de la proposition afin de s'assurer que les concentrations de substances radioactives ne dépassent pas les valeurs paramétriques fixées à la directive.

Des dispositions techniques sont également prévues en matière de :

- fixation des sites de prélèvement des échantillons d'analyse ;
- représentativité des échantillons collectés et de leurs analyses.

Action corrective et information des consommateurs : la proposition de directive prévoit que les États membres mènent une enquête en cas de constatation de non-respect des valeurs paramétriques fixées à la directive. En cas de non-respect avéré, l'État membre devrait ainsi engager une action corrective afin de restaurer la qualité de l'eau, et s'il s'avère que le risque pour la santé humaine ne peut être considéré comme négligeable, cet État membre devrait veiller à ce que les consommateurs en soient informés.

INCIDENCE BUDGÉTAIRE : la proposition n'a pas d'incidence sur le budget de l'UE.